GENÈVE

Année XXVII - N° 988 - 18 DECEMBRE 1937

# LE RÉVEIL anarchiste

**En démocratie :**
**la France = 200 familles ;**
**l'Angleterre = City ;**
**les Etats-Unis = Wall Street ;**
**la Suisse = Mgr Bernardini, nonce anticonstitutionnel.**

REDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS — Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX Le Réveil, No I. 4662 Genève

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2,50

## Ça continue

Ce qui continue, amis lecteurs, c'est, vous le savez bien, la soumission toujours plus complète de la France du Front populaire à la volonté du gouvernement de Sa Majesté britannique. Cette glorieuse politique, inaugurée sous le règne de Blum, se poursuit maintenant sous celui de Chautemps. Du temps de la majorité ministérielle socialiste, les radicaux ne faisaient que l'approuver. Maintenant que ceux-ci tiennent le couteau par le manche, les socialistes ne peuvent qu'en faire autant. Le solennel engagement du congrès de Marseille, d'exiger la réouverture de la frontière pyrénéenne, la promesse faite à Negrin et del Vayo, il y a bien trois mois, que dans dix jours au plus cette réouverture serait effective, promesse faite par Delbos et Blum, non vraiment, est-ce que ça compte? Que deviendrait la politique, même colorée de socialisme, si l'on s'avisait de tenir une parole d'honneur?

Ne croyez pas que ces turpitudes m'étonnent beaucoup. Si j'y insiste cependant, c'est que je ne vois que trop le but auquel tend l'Angleterre: c'est l'anéantissement de la résistance des loyaux en Espagne. Mais pour mieux suivre l'attitude tortueuse des gouvernants anglais, il convient de remonter à quelques années en arrière.

Lorsque les nazistes eurent conquis le pouvoir, ils commencèrent leurs plus héroïqeus exploits par une persécution des Juifs, effrénée autant qu'ignoble. Alors les capitalistes de la City londonienne, où les israélites jouent un rôle important, ameutèrent l'opinion anglaise, et l'énergie de leur réprobation trouva un écho puissant aux Etats-Unis. Dans ces conditions, Hitler et ses séides jugèrent qu'il convenait de faire une « pause », adoptons cet euphémisme auquel Blum a conféré au printemps de 1937 une fortune singulière.

Cependant, en Hitlérie, on réarmait en secret et à un rythme tel que l'Angleterre elle-même, dûment avertie, s'émut très sérieusement.

A ce moment, c'était encore Baldwin qui était Premier Ministre. Il passait pour bon démocrate et on le représentait volontiers comme l'homme à la bonne pipe. Le Neville Chamberlain, qui est l'incarnation du conservatisme le plus réactionnaire, était, si ma mémoire est fidèle, grand argentier du gouvernement. D'ailleurs, qu'il fût alors ceci plutôt que cela, ça n'a pas d'importance. Tout ce dont on peut être sûr, c'est que de son poste, il s'employait de son mieux à défendre la cause des possédants et des privilégiés. Cependant il n'avait pas encore le prestige qu'avait acquis son propre frère, feu Austen Chamberlain, dont on a dit qu'il était grand ami de Briand.

Or, devant la menace que constituait la manœuvre hitlérienne, ledit Austen entra dans une grande colère. Aux Communes, il fit un discours d'une violence rare chez un peuple réputé aussi froid et maître de lui-même que l'anglais. Ses paroles signifiaient sans voile que si les Allemands voulaient continuer leur politique agressive, l'Angleterre saurait bien, une nouvelle fois, les écraser. Il est possible que le mot « écraser » n'ait pas été textuellement prononcé comme il se traduit en anglais, mais le discours en contenait un équivalent. Ajoutons que de tous les bancs du Parlement éclatèrent des applaudissements vigoureux à ces paroles.

Vous vous doutez bien que, dans cette affaire, il s'agissait surtout de défendre le prestige de l'Empire britannique On ne se doutait pas de ce qui allait arriver dès le 19 juillet 1936.

A cette date, la guerre civile espagnole éclate: changement de décor! volte-face dans l'attitude de la vertueuse Albion! Le coup d'Etat des généraux félons ayant fait long feu et les masses ouvrières ayant déjà sauvé la moitié de l'Espagne, le gouvernement de Sa Majesté se sent saisi d'inquiétude. Finie la crainte qu'inspirait le réarmement hitlérien! Qu'est-ce que cela représente devant un triomphe possible et même probable du prolétariat espagnol? Qu'est-ce qui se produirait alors sûrement dans le monde? Sans doute l'écrasement du fascisme dans tous les pays à plus ou moins brève échéance! Oui, mais surtout la quasi certitude de la ruine du pouvoir du conservatisme anglais! Alors, mes amis, vous savez ce qui se passa, mais il n'est pas mauvais de le répéter inlassablement pour condamner et flétrir ceux à qui l'on doit la terrible situation où le monde entier se trouve aujourd'hui.

Comme il eût certainement paru drôle et suspect que ce fût l'Angleterre gouvernementale elle-même qui prît l'initiative de proposer la honteuse farce de la « non-intervention », le sieur Eden fut envoyé à Paris pour circonvenir Blum et Delbos, mais surtout Blum. Il y réussit à merveille. Par un chantage ferme, mais discret, enrobé d'habiles flatteries, il obtint sans peine que ce fût le chef du gouvernement populaire de France, et surtout, ô chance inouïe! le leader du parti socialiste qui se chargerait de la délicate et honteuse besogne. Et il faut croire que Blum se sentit très fier de la « haute estime » en laquelle on le tenait. Abrégeons: le coup réussit on ne peut mieux, beaucoup mieux qu'une opération honorable n'eût pu l'être. Car à une telle opération, jamais la vertueuse Albion n'eût consenti.

Vous savez ce qui s'ensuivit. Grâce à la complaisance anglaise, Hitler, Mussolini et Salazar purent faire passer a l'Espagne de Franco tout ce qui leur plut, en fait de « volontaires » et de matériel de guerre pour assassiner femmes, enfants, vieillards, civils non armés de l'Espagne républicaine. Cette œuvre, bien chrétienne, reçut encore une vigoureuse impulsion par l'accession du sieur Neville Chamberlain à la tête du gouvernement, lors du départ de Baldwin.

Survint la « pause », la vraie, celle de Blum, qui fut bientôt suivie de la chute de celui-ci. Il sembla alors un moment que les socialistes allaient exiger enfin une attitude plus honnête à l'égard de l'Espagne loyale. Allez donc! Cela ne dura guère, les Léon Blum, les Paul Faure, les Max Dormoy eurent bientôt fait de démontrer que l'on ne pouvait rien changer à rien. Alors que voulez-vous que le cabinet Chautemps dût faire? Il ne pouvait lui-même que continuer ce que le gouvernement Blum avait si glorieusement inauguré: se ranger toujours plus sous l'obédience de la perfide Albion. Je passe sur la triste comédie que l'on recommença de jouer au Comité de non-intervention . Cela donne la nausée. L'Angleterre avait maintenant, grâce à sa honteuse politique, de graves préoccupations. La révolte arabe en Palestine, la menace italienne en Méditerranée et en Lybie, la guerre du Japon contre la Chine, la triplice « anticommuniste » Allemagne-Italie-Japon, voilà le fruit le plus clair, le plus certaina, de la politique extérieure du gouvernement anglais.

Il n'était plus, dès lors, question d'intimider l'Allemagne hitlérienne et de parler de la mettre à la raison par la force. Maintenant on avait à Londres, le bon espoir que l'Espagne républicaine allait pouvoir être écrasée. Le triste Blum ne s'est pas gêné de le répéter publiquement. Il pensait pour sûr effacer ainsi la honte qui s'attache à sa propre initiative.

Donc, en guise, cette fois de remerciement pour les précieux services rendus par les nazistes en Espagne, le cabinet de Londres décida d'envoyer à ce brave Hitler un des plus purs échantillons de sa collection de réactionnaires, le pieux lord Halifax. Ce brave homme avait pour mission de demander au *Führer* ce qu'on pourrait bien faire pour lui causer un plaisir. Je n'ai pas l'intention, dans cet article déjà bien long, de parler des demandes coloniales du nazisme et de ses ingérences dans la politique de la Tchécoslovaquie. Il semble bien que l'Angleterre des lords, des financiers, des gros propriétaires, soit très disposée à faire beaucoup pour satisfaire l'Hitlérie, pourvu qu'elle-même n'ait rien à donner, mais que tout se passe aux dépens d'autrui. Seulement c'est une nouvelle pilule à faire avaler et qui devra sembler amère à ceux dont on demandera des sacrifices. Alors naturellement la Grande-Bretagne a pensé que la bonne France était un peu là pour un coup. On a donc invité Chautemps et Delbos à se rendre à Londres pour y entendre l'exposé du sieur Halifax et surtout les suggestions du Premier Ministre anglais.

Les deux chefs français se sont donc rendus à l'invitation — c'était bien quelque chose de forcé — et ils en sont revenus enchantés. Camille Chautemps s'est plu à faire l'éloge du Neville Chamberlain, c'est-à-dire de celui qui les a embobinés, comme autrefois Blum et Delbos l'avaient été par Eden.

Le résultat?

C'est que le ministre des affaires du cabinet français est parti de suite en voyage dans l'Europe centrale. A lire l'extrême réserve qui a accompagné son accueil, on peut aisément se représenter l'ingratitude du rôle qu'il doit jouer. Dans les pays déjà fortement imprégnés d'esprit naziste, tels que la Pologne et la Roumanie, il a pu voir qu'on avait aussi des exigences coloniales, ce qui renforce la position de l'Hitlérie. En Tchécoslovaquie, on ne sait pas ce qui s'est dit au juste, du moins moi-même je n'ai rien lu de positif. Je suppose toutefois qu'on s'y montre médiocrement satisfait de voir la France se faire la servante et la messagère de l'Angleterre. Pauvre Tchécoslovaquie, on voudrait bien qu'elle se montrât bonne fille envers Hitler!

C'est égal, le rôle qeu joue la France de Front populaire dans sa politique extérieure n'a rien de reluisant. L. GABEREL.

## Sans appuyer...

✶ « Aujourd'hui, nous adressant au peuple des travailleurs nous venons leur dire: Aidez-nous, que votre voix puissante fasse trembler les fascistes staliniens! » C'est le cri lancé par un groupe de miliciens détenus à la Carcel Modelo par le gouvernement aux ordres des moscoutaires et sous des accusations dont on ne peut faire la preuve. Et pour cause! Mais les bolchevistes qui se conduisent comme en Russie vis-à-vis de ceux qui ne veulent se soumettre à leur néfaste politique, entendent réduire leurs adversaires par la prison. On calcule qu'en Espagne républicaine il y a plus de 15.000 détenus révolutionnaires. Nous devons répondre à l'appel ci-dessus et le propager, afin que chacun soit à même de juger jusqu'où peuvent descendre ceux qui se nourrissent à la « dictature du prolétariat ».

✶ Pendant un certain temps des pourparlers ont eu lieu entre les partis socialiste et communiste français en vue de leur fusion. Ils furent rompus par les socialistes, parce qu'au moment même où les communistes leur demandaient d'« accélérer la marche de l'Unité », l'*Humanité* publiait un article de Dimitrov, secrétaire de l'Internationale communiste, où, après quelques bonnes bordées d'injures, il était dit que Staline avait eu mille fois raison d'écrire qu'« il était impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le social-démocratisme dans le monde ouvrier ». Et voilà! On veut en finir avec ceux à qui l'on propose l'Unité. Toute l'honnêteté bolcheviste se retrouve là!

✶ Dimitrov n'a rien inventé. Il ne fait que rappeler la volonté des bolcheviks de ne faire l'unité que si elle est basée sur le... bolchevisme intégral et à la condition que chacun admire ce qui se passe et se fait en Stalinie, et quiconque refuse est un ennemi de la paix, de la démocratie, de la classe ouvrière et du socialisme! Et on pensera avec raison que tous les bornés qui ne se rallient pas à cette façon d'envisager les choses ne peuvent être que des agents de division du prolétariat...

✶ Mais les socialistes français ne s'en sont pas laissé imposer par les fanfaronnades et les affirmations osées de Dimitrov. Ils ont réagi et avec à propos ont déclaré:

*On ne peut pas ne pas se souvenir que ce sont les communistes qui ont partout, sur l'ordre de Moscou, provoqué la scission au sein des organisations prolétariennes, et que cette scission, en faussant la réaction normale du prolétariat, a été l'une des causes principales des défaites ouvrières qui ont suivi. Aucun travestissement de l'histoire ne saurait effacer ces vérités.*

Ce sont là des vérités qu'il importe de toujours servir, lorsque messieurs les bolchevistes montrent leur faux nez et affirment avec effronterie être les « seuls défenseurs de la classe ouvrière ».

✶ M. Delbos est en voyage. Après Londres, il a filé sur Varsovie, Bucarest, Belgrade, Prague. Partout, dit et répète la presse, il a été l'objet d'un accueil enthousiaste. C'est du reste la seule chose que l'on a à annoncer sur ce voyage. Ce qui s'est tramé au cours des conversations, motus! Ce que nous pouvons constater, c'est que le voyageur — qui a tout l'air d'être également en l'occurrence l'employé de l'Angleterre — n'ayant jamais cessé de ne jurer que par la Société des Nations, se moque de celle-ci en pratiquant la politique de la diplomatie secrète si chère aux gouvernants d'avant-guerre et que l'institution de Genève avait précisément pour but de faire disparaître. Et ceci, comme de juste doit s'appliquer aussi à tous les habitués de la parlotte internationale.

✶ A l'unanimité des 603 votants, et sans grande discussion, la Chambre française a voté le budget de la Défense nationale. Donc socialistes et communistes compris. Autrefois, ils s'abstenaient ou votaient contre. Autrefois, ils proclamaient qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste et qu'il faudrait transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Aujourd'hui, ils appartiennent à la majorité gouvernementale, et les yeux fermés acceptent non seulement le principe de l'armée, mais tout ce qu'elle comporte d'iniquités, de sévices et de tares. La conquête du pouvoir est une fort belle chose.

✶ M. Charles Reber est rédacteur à *Ce soir*, journal parisien aux attaches bolchevistes bien connues. Il s'est spécialisé dans des enquêtes dont il est impossible de vérifier le contenu, mais qui ont tout du roman-feuilleton. Le fait ci-dessous nous en fournit un échantilon. Sur le complot découvert contre les institutions républicaines françaises, dit affaire des cagoulards par la presse réactionnaire, le Charles Reber écrit:

*Il s'agissait de provoquer un soulèvement armé dans le Sud-Ouest de la France, qui serait venu appuyer un soulèvement préparé en Catalogne par la « cinquième colonne », ainsi que par des éléments du P.O.U.M. et des anarchistes.*

Ces lignes démontrent simplement que l'impénitent bolcheviste Reber, ayant voulu être canaille, n'a réussi qu'à être bête.

✶ En Espagne, les venues de pèlerins se succèdent. Chaque semaine on annonce que tels ou tels personnages sont arrivés dans la république pour s'enquérir de ceci ou de cela, ou simplement en curieux. Et de ne pas manquer de se faire interviewer à plusieurs reprises. Ces derniers temps, ce furent entre autres des socialistes anglais et français qui, à cette occasion, ont foncé sur la non-intervention. Nous croyons savoir que les Espagnols commencent à juger à leur juste valeur ces déclarations toujours répétées, mais n'obtenant aucun résultat. Ce n'est pas avec des bonnes paroles que l'on fera cesser la non-intervention. Il faut la mobilisation des masses dans chaque coin de France et d'Angleterre, laquelle fera comprendre aux gouvernants qu'il est temps de rétablir le simple droit s'ils veulent éviter que le peuple s'en charge lui-même. Mais, voilà, il s'agirait tout d'abord de savoir si les dits pèlerins sont d'accord que le peuple prenne la question en mains. Nous en doutons fort! Alors, la non-intervention peut continuer... à intervenir en faveur de Franco.

# Cahier d'un milicien dans les rangs de la C.N.T.-F.A.I.

*(Suite.)*

Nous passerons encore quelques jours dans cette position sans qu'une alerte vienne troubler no travaux. Une maison qui se trouve à environ 200 mètres derrière nous sert d'hôpital et nous allons y chercher le bois nécessaire pour nos fortifications. Nous démontons la toiture d'une dépendance, quand tout à coup des obus sifflent et explosent à quelques mètres de nous. Immédiatement, nous abandonnons tout sur place et courons jusqu'à la tranchée. Le tir devient très précis et rapide. Plusieurs obus crèvent la façade de toutes parts. Nous regardons très inquiets, car il y avait beaucoup de monde à l'intérieur et Chevalier, que nous ne voyons pas, doit être là-bas.

Après trois quarts d'heure le bombardement prend fin et Chevalier, qui s'était dissimulé dans un fossé tout proche de la maison, revient en rigolant, une poutre sur l'épaule. Il n'en est pas de même pour ceux qui sont restés dans la maison. Un docteur a été tué en portant secours à un blessé. L'ambulance suisse, qui a été appelée, évacue les blessés et les morts; mais le fascistes ont vu leurs allées et venues et recommencent à tirer, faisant de nouvelles victimes. Heureusement l'évacuation est faite rapidement, mais il y a plusieurs morts et une douzaine de blessés. Un mulet a été tué dans l'écurie et Sellès, un camarade de Trieste, nous apporte un bon plat de biftecks.

Nous recevons une demande de changer de position, notre secteur allant du cimetière au castillo Malatesta et à la Casa Blanca. Je propose de retourner à la Casa Blanca, secteur que Chevalier et moi connaissons bien. Tous sont d'accord, car nous prévoyons que là-bas nous aurons plus facilement de la bagarre. Des troupes viennent nous relever et, après deux heures d'une marche très pénible nous arrivons au secteur dit « de la Mort ». Nous étudions la position et décidons de tout transformer, afin d'en tirer le plus d'efficacité possible. Un tunnel d'une quinzaine de mètres est creusé, soixante traverses sont arrachées à la voie de chemin de fer, sciées et portées à proximité. Une autre équipe a rempli plus de trois cents sacs de terre et nous comptons qu'une seule nuit permettra de faire cet immense travail. Plusieurs camarades des sections avoisinantes viennent nous apporter leur aide. Nous travaillerons toute la nuit avec une ardeur incomparable. A tour de rôle, chacun apporte traverses et sacs, faisant le moins de bruit possible, car nous sommes à peine à cent mètres des parapets fascistes. Il est à peine 4 heures que le parapet est construit et recouvert de plus de deux mètres de terre et bien camouflé d'herbe et de petits buissons.

Nous attendons avec impatience le jour pour juger si notre travail est bien fait. Enfin nous pouvons constater que notre effort n'a pas été nul et nous sommes tous émerveillés. Trois grandes meurtrières que nous pouvons raccourcir ou fermer à volonté nous laissent un champ de visibilité de plusieurs kilomètres. A droite, notre tir peut battre tous les angles morts des autres mitrailleuses, en avant Saint-Georges, la route de Huesca-Huerrios et la voie ferrée, à gauche, la pointe de la *lama* (espace en plaine et sans pierres) de Huesca-Jaca et tout le système de tranchées fascistes. Nous brûlons d'envie de tirer sur les rebelles qui se promènent avec confiance dans les endroits où le tir précédent n'arrivait pas, mais nous avons encore beaucoup à faire pour pouvoir placer la mitrailleuse. Deux jours ont suffi pour terminer ces petits travaux et notre tir fait beaucoup de victimes.

Les canons répondent à notre tir en se vengeant sur les dernières ruines de la Casa Blanca. Nous rions d'entendre les obus passer sur nos têtes avec des hurlements terribles, alors qu'un raccourcissement d'à peine cent mètres risquerait de tous nous fracasser. Plusieurs Suisses nouvellement arrivés viennent grossir notre groupe, ainsi que plusieurs camarades de toutes nationalités, ce qui nous oblige à agrandir nos fortifications. Des postes d'observation et de garde sont construits, ainsi que tout un nouveau réseau de tranchées. Les groupes qui sont dans notre secteur viennent souvent voir nos travaux et travaillent dur à modifier les leurs Après trois semaines le secteur est méconnaissable et ressemble à une véritable forteresse. Des officiers russes, qui ont cache leurs galons dans leurs poches viennent visiter nos positions. L'étonnement se lit sur leurs visages et ils ne partent qu'après nous avoir félicités. Nous sommes satisfaits, car c'est une bonne réplique à la militarisation qui depuis six mois instruit des sapeurs et officiers dans les casernes de Barcelone, Valence et Albacete.

Malgré tous ces actes de bonne volonté, nous sentons autour de nous un vaste mouvement de boycott. Il est impossible d'obtenir des munitions et les vivres viennent avec beaucoup d'irrégularité. Une grande assemblée des délégués d'Almudevar et Huesca est décidée. Nous nous réunissons dans un bois et plusieurs projets sont discutés très vivement. Une commission est nommée pour enquêter et trouver les preuves du boycott possible. Une attaque générale doit être déclenchée si nous obtenons le matériel nécessaire, car nous en avons tous assez de rester dans une inactivité de douaniers. Les camarades espagnols qui ont été militarisés se plaignent de n'avoir pas obtenu une seule promesse et aucun n'a encore vu la couleur du matériel russe. Les résultats de l'enquête ne se font pas attendre. A Barbastro plus de 60 mitrailleuses restent inactives, à Sarignena une quarantaine, dans la contrée plus de cent. Des magasins sont pleins de cartouches et d'obus. A Barcelone, des tanks servent pour les défilés militaires et l'instruction à la caserne Karl Marx. Un essai d'entente avec Valence reste sans réponse et les articles des journaux nous dénoncent comme insoumis, agents provocateurs de désordres.

*Solidaridad Obrera* proteste, mais pas assez énergiquement. La majeure partie de nos colonnes est pour une unité prolétarienne dont les politiciens se moquent pas mal. De grandes affiches demandant l'appui du gouvernement sont répandues dans tous les centres, mais n'arrivent pas à ébranler l'attitude prise par ces messieurs qui avaient imploré les syndicats pour leur venir en aide. Les jours passent lentement et la devise « Ne comptons que sur nous-mêmes! » est devenue générale. Des assemblées de bataillon ont lieu, sans pouvoir résoudre cette triste situation. L'enthousiasme disparaît peu à peu, faisant place souvent à des différends personnels bien compréhensibles dans un tel état de nervosité.

Bifolchi a passé à l'état-major du régiment et il ne paraît plus se soucier de la vie du bataillon. Thiéry, qui l'a remplacé, se multiplie en efforts, mais ne peut donner satisfaction à tous et il se débat comme un lion dans une situation plus qu'impossible. Peu de temps après, il est appelé à Granen, et Canzi le remplace aussi bien que possible. Cafiero est nommé pour la Casa Blanca et nous avons beaucoup de confiance, car c'est un camarade très énergique qui ne recule devant aucun danger pour dénoncer les saletés des grosses huiles de l'état-major. Malheureusement ses efforts se brisent contre le cercle qui nous serre chaque jour davantage.

*(A suivre.)* Albert MINNIG.

# BIBLIOGRAPHIE

LA GRANDE RELEVE. Bi-mensuel, 50 cent. français. — J'ai déjà parlé plusieurs fois de cet « organe de droit au travail dans l'abondance ». Je ne puis résumer ici les quatre pages de son numéro du 17 juillet où, soit dans l'article du Docteur Toulouse, *Biocratie et abondance*, soit dans les extraits cités du livre de Fernand Robert, *Vers un monde nouveau*, on trouve tant d'idées que *Le Réveil* soutient depuis sa fondation.

Qu'il s'agisse de la guerre, qu'il s'agisse de l'argent, ce sont directives sensées que les hommes suivront quand ils auront l'âge de raison et quand ils ne se laisseront plus conduire aveuglément par la presse, conduite elle-même par la banque.

FEUILLES LIBRES DE LA QUINZAINE. 6 mois 15 fr. français, 1 an 25 fr. — Le numéro du 10 septembre résume les événements de toute une année et ouvrirait une voie saine sur l'avenir si une voie saine était déjà possible dans notre « barbarie moderne », comme disait il y a quinze ans le vieux savant Albert Laisant.

On y lit entre autres choses: « L'U.R.S.S. est bien décidément une dictature oligarchique où la corruption servile et le fanatisme féroce deviennent comme en toute tyrannie des moyens de gouvernement. » On y signale comme un des « phénomènes capitaux de notre temps » le fait que Trotsky a pu, sans quasi s'en douter lui-même, être isolé peu à peu dans son parti, réduit a l'impuissance et à l'exil, lui, l'ancien commissaire du peuple, le confident de Lénine, l'organisateur de l'armée rouge, l'orateur disert et le militant de toujours, par « un travail de termite » monté par Staline, quand celui-ci eut conquis le parti communiste. On y montre « l'énorme force de démoralisation qui est dans les pratiques du parti communiste ». On s'y demande « si les communistes se soucient encore de la Révolution ». On y constate, de façon très raisonnée, que « les possibilités de rassemblement révolutionnaire en France sont limitées et équivoques ». On y déclare — mais ici il y aurait lieu à controverse — que « la guerre entre nations est le mal absolu et qu'on lui préfère même la servitude, *car on se délivre de la servitude et non de la destruction*». On y voit encore bien d'autres choses. A. M.

Les camarades doivent fréquenter les réunions de leurs Groupes.

Genève — Imprimerie, 24, rue Vieux-Billard

# Sans appuyer...

✶ Les dictateurs sont périodiquement dans l'obligation d'offrir à leurs serfs une revue à grand spectacle ou des déclarations tonitruantes, à seule fin de maintenir leur moral et leur faire oublier l'état de misère dans lequel ils se trouvent. Mussolini est passé maître en la matière. Longtemps à l'avance, il fait annoncer par sa presse et ses agences qu'il se prépare à quelque chose qui étonnera le monde entier. Cette fois, c'était la sortie de l'Italie de la Société des Nations. En pratique, depuis automne 1935, celle-là avait quitté celle-ci. Mais il était nécessaire que la sortie officielle servît à une mise en scène qui se trouvât dans les traditions de la maison. Alors, c'est prévu pour tel jour et telle heure. Les timorés savent ce qui leur reste à faire s'ils ne veulent pas être signalés par le mouchard qui leur sert de concierge: c'est de se rendre à la place de Venise pour ouïr le duce. Et l'on comprendra sans peine que les journaux peuvent bien dire que la foule des auditeurs fut énorme. Mais d'autre part, on se rendra également compte que même si la place de Venise et les artères environnantes sont encombrées, cela ne représente pas tout un peuple, car il faut se souvenir que les milliers et les milliers de policiers — qui composent la brigade d'acclamations — représentent un imposant contingent et se taillent une large part de l'asphalte. Enregistrons que de différentes sources on est d'accord pour estimer que samedi dernier les spectateurs ne firent pas montre de l'enthousiasme claironné par les Stefani et les Telepress.

✶ Mussolini se devait de rester Mussolini. Soit un malhonnête doublé d'un fanfaron. Avec le langage raffiné et poli qui le distingue, il se livra à ses habituelles attaques contre les démocraties et servit ce délicieux passage: « Nous avons les armes du ciel, de la terre et de la mer, nombreuses et trempées par deux guerres victorieuses » Certainement, il a fait allusion aux bandes d'Ethiopiens sans armes et vaincus par l'ypérite des chrétiens fascistes, et à la « victoire » de Guadalaraja, où les mêmes chrétiens fascistes détalèrent comme des lapins.

✶ Bien des nôtres ont sans doute lu avec délices les livres de Georges Duhamel. Dans un style compréhensif, il a exalté l'âme populaire et s'est penché avec sensibilité sur les luttes physiques et morales imposées au peuple. Hélas! ce Duhamel n'est plus. Devenu un des Quarante, ayant ses entrées dans les salons de la haute et s'éloignant par conséquent de ceux auxquels il voua ses débuts, l'écrivain a franchi la barricade. Il nous en avertit en prononçant à l'Académie de Médecine un discours qui ne fut qu'une diatribe contre les 40 heures, contre les syndicats, contre les fonctionnaires. Un de plus qui « fait une fin »... Bon voyage!

✶ Nous relevons ce résumé d'un article de M. A. Kohler, paru dans la revue *Esprit:*

*L'instruction, si généreusement répandue, n'aboutit chez nous qu'à former l'élève moyen, à distribuer des connaissances, à créer et renforcer un « conformisme » officieux trop général, ne s'attachant qu'aux valeurs de confort, d'ordre et de propreté. Toute culture édifiée sur le terrain suisse manque d'originalité. Pour qu'un Suisse atteigne au génie, il est presque indispensable q'il aille plonger ses racines dans un sol étranger.*

*Il faut commencer par apprendre à l'homme comme à l'enfant, à juger. Il faut libérer son jugement et baser la culture sur le personnalisme. Nous ne pouvons prétendre, à cause de nos différences cantonales, réaliser une culture nationale. Mais nous sommes placés dans les conditions les plus favorables pour acquérir une culture universelle ou, tout au moins européenne. Nos diversités mêmes de races, de langues, de tempéraments nous y prédisposent. Or, le conformisme bourgeois ainsi que les doctrines autoritaires qui tendent à nous envahir, aboutissent à dépersonnaliser la Suisse, à trahir notre génie propre*

Hélas! pourquoi ne pas le dire, il y a dans les écoles suisses trop de maîtres fascistes et trop d'élèves qui le sont aussi. Tous ceux qui ne rêvent que d'un chef, c'est parce qu'ils n'en reste plus un qu'apparemment sur leurs épaules.

✶ Environ 55,000 Espagnols, des provinces basques surtout, s'étaient réfugiés en hâte sur le sol français, fuyant la guerre, les massacres, les tortures, les bombes d'avions. Le gouvernement de Front populaire, en octobre, décidait de les refouler en Espagne. Voici ce qu'on a pu lire dans *La Dépêche* de Toulouse:

*Hier, on annonçait que 38 femmes refoulées par la France sur la frontière d'Irun, ont été aussitôt emprisonnées au Kursal et fusillées sans autre forme de procès. Ces femmes étaient en France... C'est nous qui les avons envoyées, sans le vouloir, bien sûr, au peloton d'exécution.*

« Sans le vouloir », admirons cet euphémisme de la vieille feuille radicale pour excuser le crime de ses amis du gouvernement. ARGUS.

# POLITICIENS

A Rome, la place du Palais de Venise a été une fois de plus la scène d'une ignominieuse comédie avec des milliers de comparses beuglant et applaudissant sur ordre et un chef de bandes qui leur a tenu une harangue à laquelle reconnaissons le seul mérite qu'elle pouvait avoir, d'être courte.

Donc l'Italie quittera la Société des Nations, après avoir pendant plus de deux ans déserté les réunions de son Conseil et de son Assemblée. Le monde ne va pas changer de base pour cela; mais il y a un fait sur lequel il est tout de même bon d'insister. Dans toute société, celui qui en viole obstinément les statuts est exclu; la Société des Nations, elle, gardait dans son Conseil directeur et parmi les fonctionnaires les plus haut placés les représentants de Mussolini, qui se livrait d'ailleurs aux insultes les plus grossières à l'égard de l'institution de Genève. Spectacle d'une répugnante immoralité, à laquelle il faut encore ajouter toutes les avances faites au dictateur violant pactes, traités, covenant, conventions pour arriver à de nouveaux accords apparents systématiquement bafoués, avec un cynisme inouï, cependant que les soi-disant démocraties feignaient de croire à la bonne foi et à la parfaite correction des maîtres fascistes. Celui qui s'est le plus distingué dans cette révoltante attitude de fermer les yeux sur les violations les plus criantes des engagements pris, c'est le socialiste Léon Blum.

Les malheureux groupés dans le Front populaire ont eu là un bien triste chef, dont la trahison a eu les conséquences les plus tragiques, conséquences qui peuvent bien nous réserver d'autres catastrophes encore.

Au fond — comble d'ironie! — Mussolini a bien raison de quitter une société qui ne sait pas imposer le respect de ses statuts et décisions. Elle n'offre, en effet, plus aucune garantie, ainsi que la République espagnole continue à en faire la douloureuse expérience, de même que la Chine et l'Abyssinie. Et cela nous amène à parler du très ridicule voyage de M. Yvon Delbos.

Ce monsieur vient de se rendre chez les gouvernements de différents peuples pour resserrer d'anciens liens d'amitié et d'alliance. Entre temps, ces gouvernements ont fait tout ce que les faibles font. Ils se sont tournés vers ceux qui se montraient les plus forts ou pour mieux dire, les plus décidés. Or, la France s'est montrée disposée à tout subir, à tout endurer, à tout admettre de la part de l'Italie et de l'Allemagne. Est-ce faiblesse ou plutôt complicité de ses classes dirigeantes avec le fascisme international? Pour nous, c'est indubitablement dans cette complicité qu'est la véritable raison de son attitude. Mais quoi qu'il en soit, que peut offrir M. Delbos? N'a-t-il pas violé au moment où l'Espagne en avait le plus besoin, la convention commerciale franco-espagnole? N'a-t-il pas laissé violer le statut du Maroc au profit de Franco? Et alors que peut-il bien promettre à d'éventuels amis et alliés? Rien, absolument rien. Comme pour l'Espagne, il fera fi des chiffons de papier et encore plus des promesses en l'air et les laissera écraser.

Or, les Etats visités par M. Delbos savent fort bien cela. Si la France ne s'est pas émue pour un pays auquel elle touche, ni pour ses voies maritimes essentielles de communication avec ses possessions, elle s'intéressera encore moins à des territoires lointains. C'est on ne peut plus évident.

Les démocraties sont avant tout des démocraties bourgeoises. Or, le fascisme apparaît désormais au capitalisme international comme son ultime chance de salut. S'opposer à ses entreprises pourrait déterminer en Italie ou en Allemagne un effondrement ouvrant la voie à une révolution. Donc, il faut laisser faire au prix de certains sacrifices de prestige et même d'intérêt, car il ne s'agit que de pertes limitées et d'ailleurs récupérables, tandis que la révolution pourrait représenter une perte totale et définitive.

C'est ainsi que s'est posé le problème espagnol dès le 19 juillet 1936 et précédemment pour l'Abyssinie. L'opposition aux guerres fascistes n'est qu'une feinte de la part de toutes les classes dirigeantes; elle ne peut être effective que de la part des classes travailleuses. Nous n'avons pas besoin de répéter ici que des pressions et des mesures économiques suffiraient à faire cesser rapidement toute guerre, ainsi que cela a été fort bien démontré. Mais ni la City, ni Wall Street, ni les deux cents familles, dont ces pressions dépendent essentiellement n'en veulent. Et les niais du pacifisme continuent à saluer MM. Eden et Blum comme les sauveurs de la paix, alors qu'ils n'ont été que les sauveurs du capitalisme.

# PRESSE ESPAGNOLE

*Nous continuons à donner ce qui se pubie en Espagne même, sous le régime de la censure. Le lecteurs peuvent constater que celle-ci s'applique non pas tant aux nouvelles militaires, qui sont d'ailleurs presque exclusivement des nouvelles officielles, mais aux opinions autres que celles bourgeoises et du Parti communiste. Nos camarades, entre autres, relèvent dans la presse les phrases les plus saillantes et y ajoutent quelques lignes de commentaires. Or ces lignes mêmes sont souvent biffées par la censure. Les articles que nous donnons révèlent une situation tendue dont les anarcho-syndicalistes ne sont certes pas responsables, puisqu'ils l'endurent avec une abnégation d'autant plus admirable que d'aucuns la prennent et la condamnent comme lâcheté.*

## Attention aux catholiques !

*(Trois lignes censurées.)* Nous avons encore à résister sur ce thème de la politique religieuse ou de la religion comme arme politique réactionnaire.

La sensibilité espagnole a été fortement irritée, d'abord, contre le répugnant travail d'asservissement accompli par l'Eglise catholique, au service d'un capitalisme à la forme réactionnaire, le plus négatif et rétrograde capitalisme européen.

La République du 14 avril 1931 n'a pas su résoudre dans un sens progressif le problème religieux. Malgré sa politique laïque, ou, pour mieux dire, à la faveur de sa politique laïque, l'Eglise, qui restait un instrument puissant, déchaîna une campagne honteuse, d'abord défensive, puis offensive, du haut de toutes les chaires et de tous les sièges de la famille espagnole.

Dans les églises, la propagande politique sous le signe noir fut organisée, avec la répression brutale du mouvement libérateur de la classe ouvrière. Rappelons les Asturies et une date: octobre 1934.

A personne, si niais qu'il soit, la signification d'une telle impunité n'échappe.

Comme mesure opportuniste, nous comprenons une certaine tolérance avec les catholiques de Bilbao, leurs intérêts nationalistes s'accordant avec la défense antifasciste. Depuis, les circonstances géographiques modifiées, nous avons vu ce qu'est réellement le catholicisme. L'audace du catholicisme, en tant que politique religieuse de signification noire, doit être réprimée. Dans la zone factieuse, le catholicisme, qui organise et soutient la guerre criminelle ravageant l'Espagne et livrant la richesse espagnole au plus offrant, est le même catholicisme qui chez nous cherche à lever la tête à l'arrière, sous prétexte ou avec le chantage de soi-disant droits antifascistes des catholiques basques. L'Eglise lutte contre nous de tous les côtés. L'Eglise, avec sa ruse traditionnelle et sinistre, attend le moment favorable pour entrer en jeu. Attention, à la « cinquième colonne »! L'Eglise se prépare à regrouper ses forces et à organiser, plus ou moins clandestinement, son action.

C'est étonnant qu'il puisse être question d'un tel problème aujourd'hui. Après seize mois d'une lutte à mort principalement contre l'Eglise, alors que tous les crimes contre le prolétariat et le libéralisme républicain furent ourdis par l'Eglise espagnole, dans les évêchés, les sacristies, les cures, les quartiers des phalanges catholiques, les bureaux des hautes entreprises financières catholiques et par la bureaucratie catholique aussi, — alors que le peuple espagnol a versé tant de sang et a enduré tant de souffrances, à cause précisément de l'Eglise, — il est vraiment étonnant qu'un tel problème soit posé et, pis encore, qu'il le soit en tant que problème de catégorie antifasciste.

*(Trois lignes censurées.)*

Le catholicisme est notre ennemi matériel, ennemi de tout progrès. Lutter contre le catholicisme, c'est rester **fidèles aux camarades** du front. *(Nostros, 25-XI-37.)*

## Avec très grand respect...

Ainsi parle Pedro Crespo en l'une de ses magnifiques harangues, lorsqu'il discute avec les courtisans. C'est une leçon de courtoisie que je fais mienne. Puisque la courtoisie comme le savoir n'occupe pas de place et octroie du crédit...

Avec très grand respect nous accueillons le décret du gouvernement de la République qui permet à la presse d'exercer la fonction critique, pourvu qu'elle soit noble et bien orientée, et osons tenir ce monologue strictement professionnel. Monologue d'interrogation plus que de critique.

La presse nous intéresse comme véhicule de nouveaux courants et de souffles nouveaux. Et, pour bien spécifier, la presse révolutionnaire plus que toute autre. Révolutionnaire et non démagogique, car à présent il y a ceci de curieux que font de la démagogie ceux qui sont opposés à faire la révolution.

La presse révolutionnaire nous intéresse, car c'est elle qui maintient avec le plus d'ardeur la haine du fascisme, c'est elle qui entraîne les masses dans leur lutte épique contre les envahisseurs de notre pays, c'est elle qui inspire le travail constructif des multitudes. La presse révolutionnaire c'est l'antifascisme par excellence, dans son incarnation pratique la plus pure. Elle a toute une histoire féconde de luttes, de renoncements et de sacrifices. Quelque chose que personne ne peut mettre de côté, si haut ou bas qu'il soit...

S'il en est ainsi, il devient inconcevable de la reléguer au deuxième ou troisième plan, au moment où l'on accorde une protection inexplicable à la presse qui jusqu'à hier s'employa à défendre chaleureusement ce que le prolétariat espagnol combat aujourd'hui sur les fronts de bataille.

*(22 lignes censurées.)*

Nous le demandons, cher lecteur, avec très grand respect. T.

*(Solidaridad Obrera, 28-XI-37.)*

## Notre problème. Tel qu'il est et tel qu'on le voit en Europe.

Les têtes les plus éminentes de la politique européenne fatiguent leurs méninges pour trouver la solution de notre problème. Je ne crois pas du tout qu'ils réussiront à démêler le moindre écheveau. Depuis des années je suis leurs efforts, et leur maladresse me laisse triste et méfiant. Ils se trouvent devant une crise de toute la civilisation, en danger de mort par leur propre incapacité. Est-il permis d'espérer que les auteurs du mal vont nous trouver le remède? Ceux qui éprouvent des doutes à cet égard n'ont qu'à voir l'œuvre du Comité de non-intervention, la Société des Nations, le pacte des neuf puissances, concernant la Chine, la Conférence du Pacifique. Et je crois qu'il n'est guère nécessaire d'en voir davantage pour se convaincre que diplomatie et désastre ne font qu'un.

Néanmoins, pour eux c'est une chose simple, facile à régler: une guerre civile que l'intervention amicale de bons médiateurs peut terminer par la conciliation des deux parties (comme ils disent), par l'établissement d'une monarchie pacificatrice (solution du roi des Belges, qui ne peut refaire la paix chez lui entre Wallons et Flamands, malgré son action pacifique), par l'aide à l'établissement d'un nouveau régime centraliste, consacré à une œuvre de pacification et de reconstruction sans exercer de représailles (solution de sir Herbert Samuel, publiée en octobre dans *La Dépêche)*. A la Chambre des Communes, ce sont les traitements qui nous ont été recommandés par plusieurs docteurs fameux.

Mais notre problème est infiniment plus compléxe et transcendant. Il s'agit d'un cas de pathologie collective extrêmement grave. L'Espagne est une nation non formée et qui pour ne pas s'être formée a vécu en état de formation chronique et ne peut continuer à vivre ainsi. Affaiblie par des siècles de décadence, réduite territorialement à la quadragésime partie de ce qu'elle fut, elle se décompose comme le corps épuisé d'un tuberculeux, se dissolvant par les diarrhées dites *albinas*.

Le soulèvement de ses classes dirigeantes, avec l'armée au front, c'est l'explosion finale: la diarrhée précédant l'agonie. Le lecteur qualifiera mentalement le phénomène.

La vieille Espagne, dissoute dans sa propre sauce, n'a plus de remède.

Quelle moquerie que le cataplasme de monarchie pacificatrice, le sirop de régime centraliste, le lait d'ânesse de reconstruction sans représailles! Ce serait comme administrer une purge à la statue de Colomb, qui se dresse dans notre port (à vrai dire tournée à l'envers), ou une injection de cacodylacte de soude à celle de Cybèle pour lui faire passer la peur du bombardement de Madrid.

Alors, que reste-t-il à faire?

Ce que nous tentons: une autre nation.

*(Seize lignes censurées.)*

Quelle révolution?

Le peuple, une fois vainqueur, décidera. Nous n'allons pas discuter sur des doctrines, placés entre la tombe et le berceau. La naissance pourrait en souffrir. Plusieurs catéchismes politiques et sociaux circulent. Quelques-uns me paraissent bien; l'un me semble être le meilleur. De l'un quelconque de ceux qui me paraissent bien, je me contente pour sortir de l'oppression qui nous étreint. Et si le peuple ne réussit pas du premier coup, lui-même se corrigera. Mais alors, le cadavre historique enterré, il n'y aura pas de danger de le voir renaître. Ce qui importe, les débats byzantins écartés sur la lumière créée ou incréée, veillons tous ensemble au baptême. Et si nous agissons ainsi, nous ne resterons pas dans l'obscurité.

Mais ce resplendissement est à gagner; un peuple qui manque de substance propre pour se tracer une nouvelle vie, ne peut prétendre révolutionner. Il n'en sortirait qu'une parodie.

L'Europe nous ignore de la façon la plus parfaite. Et il en naît des conseils idiots, comme celui du centralisme, qui nous est donné par sir Herbert Samuel. Ce serait recommencer notre tragédie dix fois séculaire. De tels conseils sont alarmants en tant qu'éclairs révélateurs d'une manœuvre. Ces hommes ne connaissent rien de notre géographie opposée au centralisme, pour avoir fait de la péninsule ibérique *un monde à part et plein de contrastes* (définition de Th. Fisher), impossible donc à organiser sinon fédéralement. Ils ne connaissent non plus un mot de notre histoire, mais il n'en ont pas moins la prétention de nous fournir la formule du gouvernement *bon et pur* qui nous convient. Ainsi, par exemple, c'est pour eux chose réglée que l'Espagne ne voudra pas de l'anarcho-syndicalisme ni du communisme. Pour eux il n'y aurait de salutaire qu'une tisane démocratico-parlementaire. Mussolini lui-même serait content si nous voulions nous y tenir et retirerait ses volontaireas.

Que notre réponse soit unanime: nous n'entendons pas recourir à des pharmacies étrangères.

Les remèdes de chez nous ont seuls notre confiance. *Gonzalo de Reparaz.*

## Le problème des salaires.

Ce n'est pas une question morale qui divise les partisans des différentes formes de salaires. Pour tous, le plus juste, le plus humain, c'est de répartir le bénéfices de la production d'accord avec les nécessités réelles de chaque producteur, en y comprenant, bien entendu, sa famille. On a procédé ainsi dans beaucoup d'industries socialisées par les ouvriers de la C.N.T., en fixant un salaire de base pour tous les ouvriers des deux sexes et des suppléments divers pour les familles, selon les conditions d'âge, de domicile, etc. La divergence surgit, lorsqu'on formule la question suivante:

*L'égalité de salaires élimine-t-elle le stimulant au travail qui se traduit par un rendement plus ou moins élevé de l'ouvrier?*

Ce problème a été résolu par les secteurs politiques qui ont opposé, sous forme de consigne, le système d'une rétribution différenciée par catégories à la place du salaire unique et familial, mis en pratique par les collectivités confédérales. Pour les partisans du renoncement à une conquête que les travailleurs mêmes ont su mettre en valeur, la conception bourgeoise de la production doit primer toute autre. Ils donnaient et donnent comme prémisse ce que nous avons toujours combattu: que le salaire doit obéir à la loi des catégories, car un stimulant pour l'ouvrier en résultait par le bénéfice matériel que sa plus grande capacité lui permettait d'acquérir.

Les conditions actuelles de la production ne permettent d'appliquer un type déterminé de salaire qu'avec la socialisation totale des industries. Ceux qui ont vécu avec les travailleurs qui ont établi le système de type familial connaissent parfaitement l'effet moral qu'une aussi grande conquête révolutionnaire a obtenu et obtient. Le problème consiste à définir — si possible — si le stimulant, alors même qu'il serait plus grand en établissant comme norme l'échelle des salaires, doit provenir du fouet de ses propres intérêts, de l'esprit bourgeois entretenu dans le producteur afin de gagner davantage, — ou de l'obtention d'une conquête révolutionnaire qui met sur un même pied tous les ouvriers, de la pleine conscience de la responsabilité que tous et chacun doivent avoir dans la guerre et la révolution, parvenant ainsi au meilleur rendement.

La question peut se concréter en ces termes:

*Doit-on considérer comme facteur déterminant dans le rendement en qualité et en quantité de la production la valeur du salaire attribuée à l'ouvrier ou la valeur de sa conquête égalitaire et de sa responsabilité révolutionnaire?*

Les travailleurs de la C.N.T. ont réalisé de grandes expériences. Ce sont eux qui ont à décider, guidés par la nécessité de mettre l'économie nationale dans les conditions exigées par la guerre et de consolider les conquêtes révolutionnaires en tout ce qui est permis par la situation actuelle. Nous posons la question, à part notre opinion favorable au système qui détruit, même en forme limitée, l'inégalité dans les salaires et partant dans le droit à la vie des producteurs, en exposant des arguments qui, sans doute, serviront parmi d'autres à la discussion du problème des salaires, au Plenum national économique élargi de la C.N.T.

*(Tierra y Libertad.)*

## Ils disent ce qu'ils ne font pas.

Un plenum de plus du Parti communiste. Un plenum de plus annoncé à coups de grosse caisse et de cymbales, et où s'exhibent ses hommes les plus marquants en toutes les positions, comme à un concours de beauté. Un plenum de plus, dont les consignes sont prodiguées sans compter pour n'en accomplir aucune. Disons mieux, non seulement pour ne pas les accomplir, mais pour faire tout le contraire.

La majorité du public juge, au contraire, l'activité des Partis politiques et des organisations ouvrières d'après ce que leurs organes et comités responsables proclament, sous de grands titres. Et en cela, le Parti communiste n'est pas à court. Tous les jours, ils nous disent qu'ils sont les plus nombreux, les meilleurs, les champions de l'unité, ceux qui battent le record du « stakhanovisme ».

Mensonge. Rien que mensonge. Au-dessus de toute cette ostentation de feux artificiels, il y a la triste réalité que nous offre chaque localité, où, tels des maîtres et seigneurs, les communistes ordonnent et mandent, faisant une politique catastrophique pour les intérêts de notre peuple.

Unité, unité! Pour les communistes, l'unité consiste à soumettre à leur caprice tous les autres secteurs. S'il n'en est pas ainsi, il n'y a pas d'unité.

On se demande qui devrait avoir plus honte d'eux ou de nous, pour tolérer que dans des localités comme Estremera et beaucoup d'autres, la C.N.T. ait une majorité écrasante et aucun conseiller municipal. Pourquoi supporter qu'un alcalde, toujours ivre, soit le maître de la localité? Oui, messieurs, oui. D'ailleurs, pas besoin de dire qu'il est communiste. Et les communistes ont en Espagne ce privilège et bien d'autres que personne n'ignore.

Maintenant, pour couvrir un monceau d'immoralités, pour dresser devant la Révolution une muraille d'égoïsmes, pour continuer à flatter la cupidité des ouvriers et des petits propriétaires, on offre des distributions de terres, distribution privilégiaire et meilleure rétribution à qui travaille davantage.

Sous le nom de « stakhanovisme », on veut mieux rétribuer celui qui fait son devoir, afin de justifier, avec la non rétribution, une bande de vagabonds qui s'apprêtent à détruire notre économie, tout en mangeant.

Au surplus, nous serions d'accord avec ce stakhanovisme appliqué à tout le monde, car ainsi nous verrions avec satisfaction que ceux occupant de grandes places dans la politique, gagnent moins que beaucoup de paysans. Si chacun de nous ne serait rétribué que pour ce qu'il produit, combien de ceux qui aujourd'hui vivent de la Révolution n'auraient pas à manger!

Augmenter la capacité de production! Chaque fois que nous l'entendons dire, l'indignation s'empare de nous. Car, messieurs les communistes ne se sont-ils pas aperçu que la moitié des terres de Castille demeurent en friche? et qu'il en est ainsi parce qu'ils le veulent? Dans la plus grande partie des villages la terre a été enlevée à une infinité de petits cutivateurs qui maintenant ne la travaillent plus et, comble d'ironie, ils parlent des usurpations de la C.N.T. en Aragon et évoquent la défense de la petite propriété. Ils se comptent par milliers les petits propriétaires de notre organisation, privés de leurs lopins, par les marxistes, pour le seul délit d'appartenir à la C.N.T. Cela paraît incroyable, mais c'est ainsi. Adhérer à la C.N.T. c'est s'exposer au même traitement qu'adhérer à la Phalange. Les cas sont innombrables de paysans expropriés pour avoir passé de l'U.G.T. à la C.N.T.

Voilà la vérité sanglante de Castille.

Jusqu'à présent, les faits ont été au rebours de vos engagements en paroles. Belle arme, camarades communistes.

Pour la Fédération Régionale des paysans et de l'Alimentation du Centre:
*Le Secrétaire.*

## L'armée révolutionnaire épurée des fascistes.

*Barcelone.* — Le « Journal officiel du Ministère de la Défense » publie les nouvelles suivantes:

Sont exclus de l'armée pour hostilité au régime le colonel d'état-major D. Luis Pérez Penamaria, les colonels d'artillerie don Salvador Clavijo Bethencour, don Alfonso Cano Orozco, D. Atilano Varona Maestre, D. Juan Moreno Luque et D. Luis Odriozola Arévalo, ainsi que le lieutenant-colonel de la même arme D. Enrique Vera Sancha.

Figurent aussi dans la même liste des exclus pour hostilité au régime un grand nombre de commandants et officiers des différentes armes. *(Nostros, 22-XI-37.)*

## Reconnaître l'œuvre du prolétariat c'est le pousser à de nouveaux sacrifices.

C'est une habitude invétérée celle de sous-estimer l'œuvre accomplie par la masse prolétarienne, pour en attribuer la plus grande et admirable part à des personnages déterminés — dont la fonction, dans le meilleur des cas, a été tout au plus décorative — tandis qu'on dénonce avec rigueur, en les exagérant, les défauts de cette même œuvre, défauts qui, invariablement, sont mis à la charge du prolétariat.

C'est là une méthode générale suivie par les classes privilégiées et très amplifiée par la stratégie politique. Lorsqu'il convient d'exalter la personnalité de certains dirigeants, de convertir en héros ou en génie des individus plus ou moins anodins, on leur accorde la paternité d'œuvres qu'ils

n'avaient jamais réalisées, afin de les faire paraître comme des hommes providentiels auxquels les collectivités doivent une reconnaissance éternelle.

C'est ainsi que l'histoire officielle a été écrite et s'écrira toujours, tant que les représentants de la classe privilégiée auront à s'en occuper et tant que le prolétariat ne sera pas réellement maître de ses propres créations et pourra les faire valoir sans équivoques possibles.

Le cas de notre guerre et de notre révolution ne constitue pas une exception à cette règle générale. Malgré tant de faits vivants, catégoriques et sanglants, et bien que tout le monde les voit et les touche journellement, on cnerche à les déformer grossièrement, pour en donner une version caricaturale, qui chez nous prête à rire, mais qui à l'étranger, où les choses d'Espagne ont toujours été si mal conues, est accueillie comme vérité d'Evangile. Pourquoi fait-on cela? Simplement pour affaiblir la valeur de l'œuvre grandiose développée par le Peuple et pour faire valoir artificiellement des entités et des personnages, auxquels rien ou presque rien n'est dû en faveur de la grande cause que le peuple espagnol défend au prix de tant de sacrifices.

Nous savons tous que lorsque la révolte factieuse éclata, il n'y eut plus d'autre force importante et organique que celle du prolétariat syndiqué et que ce fut cette force qui fit échouer la tentative dans une grande partie de l'Espagne. Ce furent les travailleurs, au moyen de leurs syndicats, qui firent face aux nécessités les plus urgentes du moment, aussi bien dans le domaine purement guerrier que dans celui de l'activité économique, menacée d'un véritable effondrement par le sabotage et l'abandon de la grande bourgeoisie qui l'avait contrôlée jusqu'alors. En nous rapportant au cas particulier de la Catalogne, nous pouvons dire, sans aucune exagération, que c'est uniquement à l'action des travailleurs qu'a été due la réorganisation de toutes les industries et la création de nouvelles, spécialement de celles classées comme industries de guerre, auxquelles les autres furent adaptées dans la mesure du possible et du nécessaire. Et d'où les factieux attendaient le chaos et la désorganisation, précisément parce que leur mentalité réactionnaire les empêchait de croire à la capacité d'organisation et d'administration des travailleurs, un puissant organisme industriel, renouvelé, est sorti et a contribué et contribue puissamment à augmenter le potentiel de notre armée antifasciste.

En cette grande œuvre, orgueil de l'Espagne antifasciste, il n'y a eu ni organisateurs providentiels, ni dirigeants miraculeux. Il y eut certainement des hommes qui se distinguèrent par leur gestion dévouée et efficace, venant coordonner l'effort commun. Mais le mérite général revient à l'ensemble du prolétariat organisé, ne peut être reconnu qu'à la capacité constructive des travailleurs de Catalogne, qui avaient eu dans leurs syndicats la meilleure école les formant aux fonctions qu'ils devaient assumer dans un moment singulièrement difficile et compliqué. De cette façon, il fut péremptoirement démontré, non seulement que les travailleurs étaient capables de faire marcher l'industrie, mais qu'ils savaient le faire dans les circonstances les plus anormales, lorsque la direction la plus expérimentée devait nécessairement se heurter à d'inévitables écueils. C'était la réfutation définitive de l'une des calomnies les plus usuelles de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Néanmoins, malgré l'évidence d'un tel fait, on essaie ici même de le méconnaître. Il s'agit de reléguer au second plan l'intervention des travailleurs dans tout ce qui a été créé, pour l'attribuer à l'une ou à l'autre personnalité, ou simplement pour en méconnaître l'importance, en s'appuyant davantage sur les défauts et les erreurs absolument inévitables. Triste besogne, qui ne contribue certainement pas à stimuler le travail qui doit s'effectuer par la suite. Un manque de plus de loyauté et de justice, propre à mécontenter les travailleurs et les combattants.

Ce n'est pas le moment de faire de telles spéculations. Fausser la vérité est toujours un mal. Et il l'est davantage maintenant, car il en résulte un dommage pour la cause commune de tous les antifascistes.

*(Solidaridad Obrera.)*

## Evitons les formules « totalitaires ».

On continue à répéter les exhortations à l'obéissance, les demandes de soumission totale et sans réserve aux dispositions officielles, les insinuations menaçantes contre ceux qui ne s'y plieraient pas à la lettre.

Tout cela nous paraît quelque peu exagéré et déplacé. Nous avons déjà dit ce que nous pensons de la nécessité de discipline en tout ce qui se rapporte aux questions de la lutte antifasciste et à la portée que nous donnons à ce terme. Pas besoin d'y revenir. Mais nous devons affirmer que cette discipline ne doit ressembler en rien à celle qui existe dans les régimes totalitaires, et ne peut signifier l'abandon du droit de se prononcer et, partant, de différer sur telle ou telle disposition du gouvernement. Au surplus, il a lui-même reconnu explicitement ce droit. Les dictatures, les gouvernements à la forme totalitaire n'ont d'autre recours qu'à cette discipline, ou pour mieux dire à cet esclavage, et doivent y recourir nécessairement, n'ayant pas d'autre base de soutien. Notre force, celle de l'antifascisme ibérique, se base précisément sur la volonté populaire, sur la libre collaboration des différents secteurs politiques et sociaux. Il n'y a donc besoin d'aucun absolutisme d'obéissance pour maintenir ou augmenter notre puissance. C'est la différence fondamentale qui nous sépare de nos ennemis.

Que certains camarades cessent donc de nous faire entendre toujours le même son de cloche: obéissance, soumission totale, etc.

Le « totalitarisme » est une chose complètement étrangère à notre façon d'être. Nous n'en avons pas besoin, pas même dans le langage.

Car le langage est, ou doit être, la façon d'exprimer ce que l'on pense et l'on désire.

*(Solidaridad Obrera.)*

## Commentaire à une note.

La Direction des Services civils de Carthagène a publié une note, à propos de certains événements dont cette place a été le théâtre.

L'un des paragraphes de cette note dit:

*Cette Direction profite de l'occasion de cette note pour signifier à tous les éléments politiques de droite, la nécessité qu'ils observent à l'égard des lois et ordonnances de la République et des mesures gouvernementales qui en découlent une conduite respectueuse, avec la certitude qu'à persister dans leur conduite hostile et néfaste, ils vont se heurter à chaque instant contre l'autorité de la République, qui chaque fois aura la main plus lourde pour les ramener à l'obéissance sans se laisser arrêter par le nombre ou la condition sociale ou politique de ceux qui chercheraient de n'importe quelle manière à semer le trouble parmi nous, en prenant pour manque d'autorité ce qui n'est que souci de justice et de paix entre les différentes tendances et classes sociales.*

Eh bien, nous demandons avec une grande inquiétude: Que signifie cette offre sous ses différents aspects? En plus de la naïveté de l'intention, elle suppose la reconnaissance officielle de l'ennemi, un ennemi responsable de la guerre civile actuelle qui ravage notre pays, un ennemi qui dans la pratique de la cruauté a renié toute humanité, un ennemi que nous avons sous les yeux et reconnu par le chef des Services civils de Carthagène.

La générosité officielle se permet ainsi de donner à part de bons conseils aux éléments de droite de bons conseils afin que par la suite ils soient de « bons enfants »! Que se passe-t-il à Carthagène? que se passe-t-il dans l'Espagne loyale?

*(Quatre lignes censurées.)*

Gil Robles ne donnait pas des conseils généreux. Les droites ont toujours été caractérisées par leur cruauté. Dans la zone factieuse, on est fusillé pour le simple fait d'être libéral. Assez de mollesse. Est-ce clair?

*(Nosotros.)*

## Dans le milieu campagnard.

A la campagne, il y a beaucoup de gamins et de vauriens qu'il suffit de connaître pour se rendre compte des malheurs du peuple. Cette faune éhontée paraît avoir la prédilection d'accaparer le plus d'autorité à la campagne, si bien que nous nous demandons comment il se fait que la majorité des alcaldes de la région soient les plus idiots de la population.

Cela paraît une hérésie autoritaire, mais non. Depuis un certain temps nous avons publié une galerie de portraits d'alcaldes de campagne, portraits sans photographie, car aucun alcalde ne nous la fournirait, sachant bien que nous ne pouvons mettre dessous que le qualificatif d'impudent, de vagabond, de petit tyran et pis encore que nous ne disons pas.

Car il y a beaucoup d'alcaldes du genre de ceux de Villar de la Encina et de Monreal del Campo, à cause du fait significatif que tous les alcaldes sont accaparés par les marxistes. C'est tout un symptôme. Ils tiennent tellement à l'accaparement, que nous en avions un à Membrilla, lequel fut invité par Madame la gouvernante à s'en aller, sans doute parce qu'il se comportait comme un homme et non comme une bête. C'est clair, on ne pouvait tolérer que la C.N.T. ait un alcalde, car il en résultait un contraste trop frappant. Et le plus fort c'est qu'ils voulaient le remplacer par quelqu'un qui, pendant les deux ans de régime noir, les fit emprisonner et qui était soutenu par d'autres traités par nous en pleine réunion de la Municipalité de fascistes, avec preuves à l'appui, fournies devant l'insolence d'un lieutenant communiste. Et ne croyez pas que ni le délégué de la gouvernante, ni le lieutenant, ni les fascistes eurent honte. Pour finir, l'alcalde de la C.N.T. se leva, mais en vain, parce que le délégué lui dit: « Ici l'alcalde ne peut rien faire, car je vous donne (aux fascistes-marxistes. *N.d.R.)* la majorité. »

Vive la bande politicienne marxiste!

Et ainsi les populations se trouvent aux mains de capitalistes mille fois pires que ceux du temps de Primo de Rivera. Réunir de nouveau à Madrid ces alcaldes, nous offrirait un bel ensemble de vauriens à admirer. (Je m'excuse auprès de quelques alcaldes n'appartenant pas à cette engeance, mais moi, en contact avec toutes les localités, je n'ai pu rencontrer qu'une douzaine d'alcaldes décents. Et s'il y en a quelques-uns en plus, qu'ils lèvent la main.)

*(Campo libre.)*

## Front et arrière.

Il est nécessaire avant d'émettre un jugement de raisonner, afin qu'une mauvaise interprétation ne le détourne pas de son véritable sens. L'assistance que l'arrière prêtait au front nous a toujours paru modeste. Une armée valeureuse, disciplinée et loyale, comme celle qu'au prix de tant de sacrifices nous avons formée, doit avoir toutes nos préférences. Rien, absolument rien, doit manquer aux héroïques soldats du peuple, dont l'abnégation ne sera jamais suffisamment estimée et louée par nous. Soutenir une guerre inégale et acharnée, après avoir tout improvisé, est quelque chose digne de la plus grande considération. Et la population civile, les non-combattants doivent accepter toutes les restrictions imposées par les circonstances, si ces restrictions améliorent la situation de nos frères des tranchées. A cet égard, tout nous paraît peu, et nous avons aussi regretté avec Durruti qu'au moment même où la jeunesse espagnole versait son sang dans les combats, sans les éléments nécessaires pour enrayer l'attaque violente de l'envahisseur, d'aucuns à l'arrière menaient joyeuse vie, en satisfaisant plus que de juste leur vorace appétit, en promenant allègrement leur indifférence et en divaguant à la terrasse des cafés.

Heureusement, tout cela a pris fin. Nous tenons trop à la vérité pour ne pas la déguiser. Aujourd'hui la population civile souffre avec un esprit indomptable les calamités de l'heure. La disette n'est un mystère pour personne ni ce qu'il en coûte pour avoir un morceau de pain. Et c'est à présent que les choses ont changé, si bien que le front a ce qui manque à l'arrière, que certains élus de la masse des combattants abusent de leur position et se comportent d'une manière intolérable. Ces élus n'ont pas le droit de festoyer chaque jour, lorsqu'à l'arrière on peut à peine se nourrir. Cette différence absurde et irritante devient de plus en plus notoire. Nous avons été témoins de quelques cas mortifiants, qu'il ne suffit pas de signaler, mais qu'il faut retenir comme les symptômes de quelque chose à corriger. L'arrière souffre de dangers de guerre aussi sanglants que ceux du front: les bombardements de Madrid, Colmenar, Tarançon, Chinchon et autres le prouvent; l'arrière manque de vivres; l'arrière travaille pour que rien ne manque à nos soldats; les travailleurs des champs comme ceux de la ville s'attachent à produire et à créer une nouvelle économie qui puisse servir de norme pour l'avenir; tout l'arrière s'adonne à forger la victoire et vit à l'unisson des combattants; il ne défaille, ni ne s'effraie; au contraire, sa bravoure sert d'émulation à ceux qui luttent le fusil à la main. Et cet arrière mérite de la part de l'armée, de la part des chefs et officiers spécialement, l'affection et le respect que quelques ambitieux lui dénient.

Qu'il en soit ainsi.

Pour la Fédération régionale des paysans et de l'Alimentation du Centre:
*Le Secrétaire.*

## Comité International de Défense Anarchiste

Hem Day, Boîte postale 4, Bruxelles 9

C'est en voulant remplir tous ses devoirs de solidarité que le militant révolutionnaire et libertaire se rend le mieux compte de l'état actuel du monde et du chemin qu'il a parcouru ces dernières années.

Il n'y a guère si longtemps, lorsque la réaction commettait un crime ou menaçait d'en commettre, et que l'opinion publique était alertée, immédiatement, sur un plan national ou international, s'élevait la protestation des masses travailleuses révoltées.

Souvenos-nous des manifestations tumultueuses et véhémentes pour Sacco et Vanzetti. Souvenos-nous de l'action puissante et victorieuse des ouvriers français pour Ascaso-Durruti menacés d'extradition. Pensons à l'émotion que souleva l'assassinat de Matteotti, etc. Aujourd'hui, à travers le monde, tous les jours des révolutionnaires sont emprisonnés, extradés, expulsés ou assassinés; tous les jours nous parviennent des informations angoissantes.

En Italie, le tribunal spécial envoie régulièrement de prétendus conspirateurs rejoindre les exilés aux îles ou dans les prisons d'Etat.

En Allemagne, des milliers d'hommes croupissent dans les camps de concentration et, de temps à autre, la hache du bourreau abat des têtes.

En Russie, il n'y a plus guère d'anarchistes ou de véritables révolutionnaires à éliminer; mais les pelotons d'exécution fonctionnent chaque semaine contre les suspects.

En Espagne, la coalition stalino-bourgeoise, dans son action contre-révolutionnaire, ne recule devant aucun moyen: assassinat des meilleurs militants, arrestation sous des prétextes infâmes de collusion avec Franco, ou de délit de droit commun, expulsion des camarades étrangers, etc.

Enfin, pour être complet, pour relever tous les crimes de la réaction internationale, pour parler de toutes les victimes et de toutes les menaces, c'est un monceau de documents qu'il faudrait publier.

En Autriche, en Pologne, dans les Balkans, dans le Sud-Amérique, partout où la réaction capitaliste et autoritaire dispose d'assez de force, la justice et les droits élémentaires que l'on croyait conquis sur l'absolutisme des âges révolus, sont violés et anéantis.

—o—

Mais une constatation plus grave s'impose. Dans les pays où les protestations peuvent encore se manifester, et là où la solidarité devrait agir, elles sont très faibles, beaucoup trop faibles. Il faut ici dénoncer le pire malheur qui puisse atteindre le mouvement révolutionnaire international: *l'indifférence devant les excès de la réaction, l'habitude devant le crime.*

On parle, de plus en plus, de l'urgence qu'il y a d'unir toutes les forces saines et sincèrement socialistes, révolutionnaires et libertaires. Or, nous croyons que c'est précisément sur le terrain de la défense des victimes de toutes les réactions, que cette union peut le mieux se faire. C'est en faisant appel aux sentiments de solidarité des travailleurs, pour des cas précis et concrets, que nous pouvons espérer le mieux réveiller et maintenir la véritable conscience prolétarienne.

C'est à cette tâche que le C.I.D.A. s'applique depuis dix ans. Sans exagération, ni démagogie, nous pouvons dire, qu'avec les moyens dont il put disposer, le C.I.D.A. a fait le maximum et reste décidé à le faire.

Malheureusement avec la recrudescence continue de la répression et avec les sollicitations pécunières multiples qui s'adressent aux camarades, la caisse du C.I.D.A. est en difficultés, précisément au moment où ses charges sont très lourdes. C'est pourquoi, une fois encore, et avec toute la gravité requise, le C.I.D.A. fait appel à tous les camarades dévoués et fraternels pour nous aider à défendre nos frères victimes des réactions et à défendre ainsi notre cause à tous.

*Compte rendu financier du C.I.D.A. du 15 juillet au 1er décembre 1937.*

RECETTES. — En caisse au 15 juillet 105.05, Reçu d'une fête 125, Liste C.I.D.A. par J. et J. Itt. 290, Anonyme pour Espagne 100, Guglielmo Boattini 88.33 belgas 441.15, J. P. Robyns (2 versements) 38, Reçu Piero de Milan, Zurich, Mario 100, Noël Tournai, par Mario 25, Bénéfice de la fête du 19 septembre 1711.10, Reçu de M. Maland pour Robert 50, Reçu de Madrid vente billets et solidarité 100. Total 3085.30.

DEPENSES. — Solidarité aux camarades allemands et à divers: Thomas-Robert-Malou-Camille 933, Solidarité aux camarades français emprisonnés à Barcelone 235.25, Solidarité aux compagnes des camarades qui luttent en Espagne 1000, Payé avocat affaire Thomas 150, Achat cartes Berneri 150, Télégrammes de protestation aux ambassades espagnoles et gouvernement: Bruxelles, Paris, Barcelone, Valence 94.30, Frais expédition communiqués, imprimés, cartes fête 166.90, Frais de correspondance (5 mois) 154.75, Frais divers: taxes lettres, trams, autobus, téléphone 68.95. Total 2953.15.

En caisse au 1er décembre 1937: 132.15.

La situation financière du présent bilan du C.I.D.A. est tragiquement révélateur.

Comment faire demain pour aider ceux qui chaque jour font appel à nous pour les défendre et les sortir des prisons? Comment faire également — puisque nous en avons pris la charge — pour aider les compagnes de ceux qui se sont rendus en Espagne? Comment poursuivre notre action si nos ressources financières se résuisent à presque zéro? Un effort de la part des camarades est indispensable. Il s'impose avec l'urgence des besoins quotidiens du C.I.D.A.

Camarades, il faut que l'impossible soit fait immédiatement afin que le C.I.D.A. poursuivre les tâches que depuis plus de dix ans il s'efforce de mener à bien.

Envoyez les fonds nécessaires au C.I.D.A. Procurez-lui des ressources indispensables à ses multiples activités. Adressez l'argent à: Hem Day, Boîte postale 4, Bruxelles 9. Compte chèques postaux 16.74.24.